

FONAC

Conférence de presse du 29/09/2017

DECLARATION LIMINAIRE

Messieurs les Présidents et Secrétaires Généraux des Partis Politiques membres du FONAC et Partis amis

Messieurs et Mesdames les journalistes

Militants et militantes des Partis membres du FONAC,

Distingués invités, Mesdames et Messieurs

Après la trêve estivale, le FONAC reprend ses activités par cette conférence de presse. Nous vous remercions d'avoir accepté de répondre à notre invitation et nous comptons sur vous pour porter notre message assez loin.

Après 27 ans de règne absolu, le MPS et Deby ont conduit le Tchad dans un trou, très profond. Chaque jour le pays s'enfoncé davantage, tant sur la plan national qu'international.

En 2016, le Président a organisé un coup d'Etat électoral et s'est imposé par la force des armes. Nous l'avons qualifié à juste titre d'un Président illégal et illégitime. Malheureusement cette illégalité et cette illégitimité se sont étendues au pouvoir législatif dont le mandat consensuel était arrivé à échéance en juin 2017. La France a jugé utile de rappeler à l'ordre son poulain en lui enjoignant d'organiser des élections législatives pour réduire le degré d'illégitimité des pouvoirs constitutionnels du Tchad. A ce jour, nous n'avons enregistré aucune réaction du principal intéressé à l'oukase venu de Paris.

Pour s'imposer et rester au pouvoir par la force, Idris Deby, en violation des résolutions de la CNS, a outrancièrement renforcé les pouvoirs de l'ANS en la transformant en police politique de la dictature qu'il est en train de bâtir. Désormais, la différence entre l'ANS et la DDS est devenue infime. (Rapport Amnesty 2017).

Cette ANS, en violation du code de procédure et du code pénal, arrête et enlève les Tchadiens, les soumet à des tortures humiliantes et dégradantes, les embastille aussi longtemps qu'elle le souhaite, et les refile à la justice qui les condamne à la peine qu'elle lui indique. Dans ces macabres pratiques, beaucoup de Tchadiens ont perdu la vie. Après leur enlèvement, leurs parents ne les ont plus revus.

Le rapport d'Amnesty international sur le Tchad (2016/2017) a donné tous les détails des violations graves des droits de l'homme qu'administre le régime MPS aux Tchadiens. Selon ce rapport, les actes liberticides du régime se résument à :

- 65 associations se sont vu refuser l'autorisation d'organiser des manifestations
- 13 arrêtés ministériels interdisant des manifestations ont été publiés pour la période
- Plus de 10 sites Internet critiques ont été bloqués.

Les libertés d'expression et de réunion sont systématiquement violées.

Beaucoup de jeunes et des paisibles citoyens ont payé de leur vie : il s'agit du jeune Abbachou qui manifestait contre le viol de Zouhaura par les enfants des pontes du régime et de Raymond, jeune bachelier venu de Sarh qui se baladait sur les trottoirs de Chagoua. Il a été

sacrifié le jour de l'investiture de Deby. Leurs bourreaux de ces deux jeunes n'ont jamais été poursuivis et encore moins jugés !

Ces derniers temps, l'ANS a jeté son dévolu sur les journalistes et les responsables des organisations de la société civile.

L'ANS n'a pas oublié, non plus, les hommes politiques. Aujourd'hui, Laoukain Kourayo Médard, ancien Maire de Moundou, arrivé 2^e lors de l'élection présidentielle de 2016, croupit dans les geôles du régime. Après avoir manigancé sa destitution, le pouvoir MPS a procédé immédiatement à son arrestation. Mais comme il fallait absolument trouver un délit ou un crime à lui coller sur le dos, la machine s'est mise en branle et après plus de 3 mois, elle a été incapable de trouver quelque chose. Le rapport demandé à un expert judiciaire par le juge enquêteur, a blanchi Laoukain. En principe il doit être relaxé pour infractions non constituées mais que nenni il est renvoyé en correctionnelle pour y être absolument condamné. C'est ce qu'on appelle un acharnement judiciaire, une cabale politique !

Telle est la nature de la démocratie que Deby et les siens jaspent sur tous les toits. Au Tchad, il n'y a pas de démocratie, on a plutôt affaire à une proto-démocratie oppressive et violente qui bafoue toutes les lois qu'elles soient nationales ou internationales.

Le régime MPS ne tolère pas la critique, ne supporte pas la contradiction. Dans le quotidien des Tchadiens, les crimes et les délits sont les faits des autorités en charge de la gestion des biens communs et de l'administration de la cité. En matière de gestion, il est définitivement établi que les gigantesques ressources financières engendrées par l'exploitation du pétrole ont été mal gérées, dilapidées et volées. Le rapport de l'ONG Swissaid, paru en juin 2017, a donné une parfaite description d'une partie de mécanismes et méthodes employés par nos dirigeants dans la mal gouvernance des ressources pétrolières.

Les plus grands journalistes du monde ont mené des enquêtes pour dénoncer le vol de l'argent public planqué dans les paradis fiscaux. Ailleurs, dans d'autres pays, à l'issue de ces révélations, les gouvernements vertueux et l'opinion publique ont emmené les juges à ouvrir des enquêtes qui ont conduit à la démission et à l'arrestation des très hautes autorités politiques nationales. Au Tchad, malgré les diverses dénonciations, même pas un petit doigt n'a bougé. Pour le Tchad on a trouvé 10,76 milliards \$ US planqués à l'extérieur et personne ne s'en offusque ne serait-ce que par un démenti !

Vous avez également tous vu dans les télévisions du monde comment des très hautes autorités tchadiennes ont blanchi l'argent volé au pays, en s'achetant à Montréal au Canada, des biens immobiliers d'une valeur de 8,5 milliards \$ CAD. Là aussi rien, motus et bouche cousue. Les voleurs dorment tranquillement chez eux et Laoukein est en prison pour rien.

C'est pourquoi nous nous étonnons sur la démarche et le comportement irrationnel du pouvoir MPS, selon la logique absolue au sens de la vertu ! Comment refuser d'aller chercher l'argent que des Tchadiens ont volé et planqué ou blanchi un peu partout dans le monde, et en même temps aller quémander des dettes pour prétendre vouloir développer le pays ? Cette démarche absurde au sens de la raison laisse perplexe plus d'un d'entre nous !

C'est pourquoi, une fois de plus le FONAC exige que l'argent des Tchadiens volé et planqué dans les paradis fiscaux soit intégralement rapatrié. Les Organisations de la Société Civile doivent entreprendre des démarches auprès des autorités canadiennes pour que ces biens mal-acquis soient saisis et vendus et leurs produits restitués aux Tchadiens.

Le FONAC dénonce ce paradoxe et cette absurdité : on cache l'argent du Tchad dans les paradis fiscaux et on va s'endetter pour hypothéquer l'avenir du pays !

Tout le monde a entendu que la délégation est partie les poches vides et elle est revenue les poches pleines. Parfait. Puisque les poches sont pleines, le FONAC exige que les 16 mesures injustes infligées aux pauvres Tchadiens soient levées sans délai. Que les bourses des étudiants soient immédiatement rétablies, que les arriérés de salaires des agents de l'Etat (contractuels des établissements publics et maîtres communautaires) soient tout de suite versés, que la dette intérieure des opérateurs économiques soit payée et que le gel des effets financiers des avancements des fonctionnaires soit levé. Bref si tant est que ce qu'on dit est vrai, alors adieu les vaches maigres, vive la vache grasse !

Pour réduire la masse salariale, le Gouvernement a mis en place une commission pour contrôler et vérifier les diplômés dans l'administration publique. Le FONAC, en son temps, a salué l'initiative. Selon les informations en notre disposition, l'intégration avec des faux diplômes est devenue la règle au lieu d'être l'exception. C'est pour dire qu'un nombre exagérément important de faussaires occupent des très hautes fonctions dans l'administration publique tandis que les jeunes cadres honnêtes et vrais diplômés sont abandonnés à leur triste sort.

Une fois de plus, le FONAC exige que la liste des faux diplômés soit rendue publique, que ces faussaires soient radiés des rangs réguliers de la fonction publique et poursuivis comme des délinquants ayant commis le faux et l'usage du faux. Car à ce titre, ils ont détourné des deniers publics en se faisant verser des salaires indus pendant des années qu'ils doivent rembourser.

Au vu de tout ce qui est dit avant et aujourd'hui, le pouvoir MPS, en 27 ans de règne absolu, a complètement détruit le Pays. Les gigantesques revenus financiers que l'exploitation pétrolière a engendré ont été dilapidés et volés par le pouvoir MPS qui a inventé la mendicité comme nouvelle forme de gouvernance. Les salaires, depuis le mois de novembre 2016, sont payés par les partenaires étrangers. Les recettes publiques continuent d'être détournées allègrement. Les Tchadiens continuent à broyer du noir et les annonces faites à Paris, par les partenaires techniques et financiers, n'apporteront aucun changement à la vie de la nation.

Dans sa folle course en avant, le pouvoir a poursuivi, contre vents et marrées, sa funeste idée d'organiser un forum de validation du programme politique du candidat Idris Deby Itno à l'élection présidentielle de 2016. Le FONAC réitère sa position pour dire que la tenue de ce forum n'est pas l'urgence du moment quand on sait bien que beaucoup de Tchadiens vivent dans la pauvreté et la misère. Ce forum est un alibi qui sert à justifier une entreprise de démolition nationale qui aura des conséquences tragiques sur plusieurs générations !

A force de mépriser le peuple et de se croire plus malin que tout le monde, Idris Deby Itno est aujourd'hui plus que jamais esseulé et isolé. Il tente de faire face pour contenir les nombreux groupes armés qui sont signalés un peu partout au Nord et à l'Est du pays. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, voilà que par un décret, le Président Donald Trump vient d'ajouter le Tchad sur la liste des pays voyous dont les citoyens sont interdits d'entrer aux USA. C'est une fois encore le résultat de la politique calamiteuse de Idris Deby Itno que nous n'avons pas cessé de dénoncer. Nous regrettons que le nom de notre pays soit ainsi Sali et les citoyens tchadiens injustement punis.

C'est pour éviter les guerres fratricides à répétition et jeter les bases d'une gestion saine et équitable du pays que le FONAC a proposé à Idris Deby Itno l'organisation d'un dialogue inclusif seul susceptible de créer les conditions d'une bonne gouvernance basée sur la justice sociale.

Malheureusement le régime MPS est irréformable. Il faut donc le combattre et le faire partir sans délai, par la volonté du peuple Tchadien.